

Réf.	2025	I	34
------	------	---	----

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
27/11/2025	27/11/2025	En exercice 24	Présents 17	Votants 19

L'an deux mille vingt-cinq le vingt-neuf novembre à 14 h, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Breuillet au 42 Grande Rue « salle du Chapitre », en séance publique sous la présidence de Mme Véronique MAYEUR, Maire de Breuillet.

**Etaient présents :** Mmes, BRUNEL, COCHET, DEHARVENGT, JACQUEMIN, KELEHER, LALEUF, PEREZ, SAUVAN, THOMAS MM. AFONSO, KUTNERIAN, LECRON, MAHE, ROUCHY, SPROTTI, TREMBLE.

**Etaient absents :** Mmes, BRUNEAU (pouvoir à M. KUTNERIAN), TANGUY MM. FAUSTINO, GALLAIS, MONTEIRO, POULAIN (pouvoir à M. AFONSO), VIVIER.

M. LECRON a été élu secrétaire.

**OBJET : APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DE LA COMMUNE DE BREUILLET AUPRES DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION POUR L'ANNEE 2024 DANS LE CADRE DE LA COMPETENCE VOIRIE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-7 à L.2121-34 relatifs au fonctionnement du Conseil municipal et l'article L.2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 61,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/926 du 04 décembre 2015 portant création d'un EPCI à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais, à compter du 1er janvier 2016,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-DRCL/655 du 25 août 2016 portant adoption des statuts de la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,

Vu l'arrêté n°2016-PREF.DRCL/856 du 09 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 25 août 2016 adoptant les statuts de la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,

Vu la délibération n°17-193 du Conseil communautaire du 7 décembre 2017 relative à l'approbation des statuts de cœur d'Essonne Agglomération,

Vu la délibération n°19-263 du Conseil communautaire du 12 décembre 2019 relative à la définition de l'intérêt communautaire pour la compétence optionnelle « création, ou aménagement et entretien de voirie communautaire ; création ou aménagement et gestion des parcs de stationnement d'intérêt commun »,

Vu la délibération n° 24-238 du Conseil communautaire en date du 12 décembre 2024 approuvant la convention de mise à disposition de personnel matière de voirie entre Cœur d'Essonne Agglomération et la commune de Breuillet.

Considérant qu'à la suite à la redéfinition de l'intérêt communautaire en matière de voirie, Cœur d'Essonne Agglomération est devenue compétente pour gérer la voirie sur le territoire de la commune de Breuillet,

Considérant qu'afin d'assurer la continuité de service, il convient de prévoir la mise à disposition du responsable du Service Espaces publics et Développement durable en charge de la compétence Voirie au sein de la Direction des Services Techniques, employée par la Commune de Breuillet auprès de Cœur d'Essonne Agglomération selon les modalités suivantes.

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Affaires générales du 14 novembre 2025.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et après en avoir délibéré à l'**unanimité**.

APPROUVE la convention de mise à disposition de services entre la commune de Breuillet et la communauté d'agglomération de Cœur Essonne Agglomération selon les modalités de durée, les conditions d'emploi et de rémunération fixées dans la convention.

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Mme Le Maire

Véronique MAYEUR

Mis en ligne le 09/12/2025 à 15h54

REÇU EN PREFECTURE

le 08/12/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-219101052-20251129-2025134-DE